



Plusieurs Chefs d'Etat à Lomé pour le Sommet conjoint CEDEAO-CEEAC

La capitale togolaise abrite ce lundi 30 juillet, un Sommet conjoint de deux institutions régionales notamment la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Ils sont nombreux les Chefs d'Etat des pays membres de ces organisations à fouler ce dimanche, le sol togolais pour cette rencontre de haut niveau consacrée à la paix, la sécurité, le radicalisme et l'extrémisme violent.

Au rang des dirigeants déjà présents à Lomé, Roch Marc Christian Kaboré du Burkina Faso, Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Georges Weah du Liberia, Muhammadu Buhari du Nigéria, Denis Sassou N'Gusso de Congo, Julius Maada Bio de la Sierra Léone, Muhamadou Issoufou du Niger, Adama Barrow de la Gambie, Nana Akufo-Addo du Ghana, Macky Sall du Sénégal, Faustin-Archange Touadera de la République Centrafricaine, José Mario Vaz de la Guinée Bissau et Manuel Pinto Da Costa de Sao Tomé et Príncipe. Ils sont tous accueillis à leur descente d'avion par leur homologue togolais Faure Gnassingbé, Président en exercice de la CEDEAO.

Des délégations de l'Angola, du Burundi, de la Guinée Equatoriale sont également déjà présentes à Lomé. Celles du Gabon, du Tchad, et du Cap Vert sont attendues dans la

capitale togolaise d'ici lundi matin.

Le Sommet de Lomé permettra aux dirigeants d'examiner la situation sécuritaire et d'adopter une Déclaration définissant une approche commune sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme ainsi que l'extrémisme violent dans les deux espaces sous-régionaux.

Il faut préciser qu'en prélude à ce sommet, les ministres des affaires étrangères et ceux en charge de la défense et de la sécurité des Etats membres ont tenu samedi 28 juillet toujours à Lomé, une réunion préparatoire sous la présidence du ministre togolais des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, Pr. Robert Dussey. Une réunion qui a permis aux ministres d'adopter un « projet de déclaration de Lomé », document à soumettre ce lundi 30 juillet aux Chefs d'Etat.

Nous y reviendrons...

David S.